



Communiqué de presse

| | |
|-------------------------|--|
| Sujet | Initiative "Pour une caisse maladie publique" |
| Pour tout renseignement | Martin Bäumle, président du parti, tél. +41 79 358 14 85 Thomas Weibel, Conseiller national, tél. ++41 78 602 13 |
| Expéditeur | Parti vert libéral suisse, case postale 367, 3000 Berne 7 Tél +41 31 322 60 57, Courriel : suisse@vertliberaux.ch , www.vertliberaux.ch |
| Date | 31 mai 2013 |

Les Vert libéraux refusent tant l'initiative populaire "Pour une caisse publique unique" que le contre-projet du Conseil fédéral.

Les Vert libéraux refusent l'initiative populaire "Pour une caisse publique unique". Le passage d'un système libéral à une caisse maladie gérée par l'Etat ne résulterait pas en des coûts de santé moins élevés. Au contraire, la suppression de la liberté de choix et de la concurrence se solderait par une augmentation des coûts et une détérioration de la qualité de service. Le contre-projet du Conseil fédéral comporte également plus de désavantages que d'avantages aux yeux des Vert libéraux. Les Vert libéraux recommandent donc de rejeter l'initiative populaire sans lui opposer de contre-projet. Ils sont cependant ouverts à toute suggestion indépendante permettant d'optimiser le système actuel.

Les Les Vert libéraux refusent l'initiative populaire "Pour une caisse publique unique". Le passage d'un système libéral à une caisse maladie gérée par l'Etat ne résulterait pas en des coûts de santé moins élevés. Un système de caisses cantonales uniques, tel qu'exigé par l'initiative, met en danger les incitations à diminuer les coûts. En effet, les cantons en tant que propriétaires des hôpitaux et donc prestataires, se retrouveraient dans un dilemme. La qualité de soins en pâtirait, car les assurés mécontents n'auraient plus la possibilité de changer d'assureur.

La croissance des coûts de la santé n'est en majeure partie pas due aux coûts administratifs des assureurs (qui ne se montent qu'à 5% des dépenses totales), mais est à imputer aux coûts des traitements et des médicaments en constante augmentation. Les Vert libéraux exigent de mener une discussion sur la hausse des coûts des prestations au lieu de se livrer à un simulacre de combat sur les coûts administratifs.

Les Vert libéraux refusent également le contre-projet du Conseil fédéral

Les Vert libéraux s'opposent aussi au contre-projet du Conseil fédéral dans sa forme actuelle. Les limites de réassurance proposées sont trop basses, ce qui réduit d'autant la pression de prescrire des traitements peu dispendieux. Les Vert libéraux estiment aussi qu'une réassurance obligatoire pose problème. Il appartient aux assureurs maladie de décider de l'opportunité d'une telle réassurance. En outre, la séparation obligatoire entre assurance de base et complémentaire ne fait pas de sens. Pour beaucoup de maladies, tant l'assurance de base que complémentaire sont sollicitées et une bonne communication entre les deux assureurs s'impose donc. La séparation des deux assurances aurait un effet contre-productif.

Les Vert libéraux sont cependant persuadés de la nécessité de mieux répartir les risques. Au lieu d'un contre-projet, les Vert libéraux préféreraient optimiser le système actuel. Ils recommandent de rejeter l'initiative populaire "Pour une caisse maladie unique" sans lui opposer de contre-projet.

Lien consuisant à la réponse détaillée des Vert libéraux à la mise en consultation (en allemand).

http://www.grunliberale.ch/doku/vernehmlassungen/130531_Vernehmlassung_OeffentlicheKrankenkasse.pdf